

DÉPARTEMENT
DU
VAR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Plages, postes de secours,
sentier du littoral

Liberté – Égalité – Fraternité

COMMUNE
DE
SANARY-SUR-MER

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARR-24-603-PL

SURVEILLANCE DE LA PLAGE DU LEVANT (ESPLANADE)

- Nous** Daniel ALSTERS, Maire de Sanary-sur-Mer,
- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu** Le code du sport et notamment ses articles D322-11et A332-8.
- Vu** le Décret n°2022-105 du 31 janvier 2022 relatif au matériel de signalisation utilisé pour les baignades ouvertes gratuitement au public, aménagées et autorisées.
- Vu** L'arrêté préfectoral n°077-2020 réglementant la navigation, le mouillage des navires, la plongée sous-marine et la pratique des sports nautiques de vitesse dans la bande littorale des 300 mètres bordant la commune de Sanary-sur-Mer,
- Vu** L'arrêté municipal ARR_20_594_PL du 10 mars 2020 portant réglementation sur le balisage dans la bande littorale des 300 mètres de la commune de Sanary-sur-Mer,
- Vu** L'arrêté municipal ARR_22_642_PL fixant le règlement de police sur les plages surveillées,
- Considérant** Qu'il nous appartient de fixer les dates, heures et conditions de surveillance des plages de la commune faisant l'objet de dispositions particulières destinées à assurer la sécurité des baigneurs,
- Considérant** Que la surveillance de la baignade sur les plages de la Commune de Sanary-sur-Mer pour la saison 2024 est assurée par des agents titulaires d'un Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique (BNSSA) ou d'un diplôme conférant le titre de maître-nageur sauveteur, dénommés « sauveteurs », pouvant être assistés par des « secouristes » ayant suivi la formation Premiers Secours en Équipe niveau 2 (PSE2), dans les conditions ci-dessous mentionnées.

ARRÊTONS

Article 1 : SURVEILLANCE

La surveillance de la baignade est assurée de **10h00 à 19h00** à l'intérieur des zones balisées :

- **Avril et Mai : à compter du 6 avril 2024, tous les jours pendant les vacances scolaires (toutes zones) puis week-ends et jours fériés,**
- **Juin à Septembre : tous les jours**

Article 2 : ÉQUIPE ET MOYENS DE SURVEILLANCE

La surveillance est assurée par une équipe, employée par la Commune, composée d'au moins deux sauveteurs (reconnaisables à leur t-shirt jaune à marquage rouge) ou d'un sauveteur assisté d'un secouriste (reconnaisable à son t-shirt blanc à marquage rouge).

Tous les postes de secours sont équipés de radio VHF. Le canal de travail est le canal 15.

Une planche de type « rescue board » est à disposition des sauveteurs pour une intervention rapide dans la zone de baignade.

Article 3 : SIGNIFICATION DES PAVILLONS

Dans les zones surveillées, aussi bien que sur l'ensemble des plages, les baigneurs et autres usagers sont tenus de se conformer aux injonctions des surveillants habilités. En dehors des zones surveillées ou en dehors des périodes de surveillance, l'accès est libre mais toute personne qui se baigne le fait à ses risques et périls.

Les baigneurs et autres usagers doivent également respecter les prescriptions données par les pavillons principaux hissés aux mâts de signalisation dressés sur les plages et dont la signification est la suivante :

- **DRAPEAU ROUGE** : Baignade interdite,
- **DRAPEAU JAUNE** : Baignade surveillée avec danger limité ou marqué,
- **DRAPEAU VERT** : Baignade surveillée sans danger apparent.

L'absence de drapeau signifie que la baignade n'est pas surveillée et que le public se baigne à ses risques et périls.

Lors d'intervention, le drapeau peut être abaissé indiquant que la surveillance n'est momentanément plus assurée.

Un élément complémentaire peut être hissé sous le pavillon principal afin de préciser une particularité de la zone de baignade :

- Un pavillon violet indique la présence dans l'eau d'une pollution ou la présence d'espèces aquatiques dangereuses.
- Une manche à air orange indique des conditions défavorables de vent pour certains équipements nautiques.

Les limites terrestres de la zone de surveillance sont matérialisées par des pavillons de deux bandes horizontales de dimensions identiques rouge sur jaune.

Article 4 : RÉGLEMENTATION DE LA Z.R.U.B.

La plage du Levant dispose d'une « Zone Réservée Uniquement aux Baigneurs » (Z.R.U.B.) qui est matérialisée par des bouées sphériques jaunes et des lignes d'eau flottantes.

À l'intérieur de la ZRUB dès sa mise en place :

- la baignade des animaux domestiques est interdite, et ce, à toute heure de la journée conformément à l'article 9 de l'arrêté fixant le règlement de police sur les plages surveillées,
- la chasse et la plongée sous-marine avec bouteille sont interdites,
- la pratique du surf ou de tout autre sport de glisse est interdite,
- la pêche est interdite,
- en dehors des engins de plage, ne sont autorisés que les navires de l'État, le bateau nettoyeur et des embarcations de secours de la Commune.

Article 5 : EXÉCUTION

Madame la Directrice des Services Techniques, Monsieur le Directeur Adjoint des Services Techniques, Madame la Commissaire de Police de la ville de Sanary sur Mer, Monsieur le Responsable de la Police Municipale, Monsieur le Responsable du Service Maritime, Monsieur le Responsable de la Surveillance des Plages, Monsieur le Responsable du Service des Plages, tous Officiers et Agents de la force publique, sont chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera public et transmis en la forme accoutumée.

Fait à Sanary-sur-Mer, le mardi 12 mars 2024

✓
Le Maire


Daniel ALSTERS



Publié sur le site internet de la Commune le 27/3/24 Notifié le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Toulon (5 rue Racine - CS40510-83041 TOULON CEDEX 9) dans le délai de 2 mois, à compter de sa notification ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal peut être saisi par "Télérecours citoyens" accessible par le site www.telerecours.fr.